



## Éditorial

Cette 13<sup>e</sup> édition des *Perspectives économiques en Afrique* souligne la résilience du continent face aux turbulences régionales et internationales. En 2013, les économies africaines ont progressé en moyenne de 4 % environ (contre 3 % pour l'économie mondiale), même si cette performance masque de profonds écarts d'une région et d'un groupe de pays à l'autre. En Afrique subsaharienne, la croissance s'est établie à 5 % en 2013 et devrait tourner autour de 5.8 % en 2014. Si l'on exclut l'Afrique du Sud, le rythme est de respectivement 6.1 % et 6.8 %. C'est en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest que la progression aura été la plus alerte, au-dessus de 6 %. Les pays à faible revenu ont enregistré une croissance de plus de 6 %, et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'Afrique du Nord et d'Afrique australe une croissance de moins de 3 %. Les perspectives à moyen terme pour l'ensemble du continent s'améliorent, grâce à une certaine stabilisation politique et sociale dans les différents pays mais aussi au redressement de la conjoncture internationale. Dans quelques pays et régions, la croissance devrait retrouver les niveaux enregistrés avant la récession mondiale de 2009.

En 2014, les apports financiers extérieurs devraient franchir la barre des 200 milliards de dollars (USD), soit quatre fois leur niveau de 2000. La crise n'est plus qu'un mauvais souvenir pour les investissements étrangers – directs et de portefeuille – attendus à un niveau record de 80 milliards USD en 2014. Les industries manufacturières et les services attirent une part toujours plus forte d'investissements dans des projets nouveaux. La pauvreté recule et les performances en matière d'éducation et de santé s'améliorent.

D'importants défis demeurent cependant, de l'exclusion sociale à l'inégalité des revenus en passant par la vulnérabilité aux risques économiques, sociaux et environnementaux. Autant de facteurs qui empêchent le continent de concrétiser ses aspirations de long terme, à savoir assurer la prospérité des populations. Les problèmes de paix et de sécurité en République centrafricaine et au Soudan du Sud ont fait de nombreuses victimes et empêché des populations entières de conserver leurs sources de revenu. La résolution de ces crises exige une forte mobilisation des pays africains et de la communauté internationale. La recrudescence des risques dans certaines régions ne doit pourtant pas occulter toutes les crises qui ont trouvé une issue ou sont en passe de le faire. Aujourd'hui, une majorité d'Africains vivent en paix et se projettent dans l'avenir. En 2014-2015, 600 millions d'entre eux seront appelés aux urnes, certains pour la première fois de leur vie.

C'est dans ce contexte que le rapport envisage différentes pistes pour permettre à l'Afrique de tirer le meilleur parti de la dynamique mondiale, au service d'une croissance sans exclus et de la création d'emplois. La mondialisation a modifié les méthodes de production et déplacé les centres de fabrication. Aujourd'hui, l'essentiel du commerce international est le fait de multinationales sachant, qu'en moyenne, un quart de la valeur des exportations dans le monde provient d'un pays autre que l'exportateur final. Ces chaînes de valeur mondiales offrent de nouveaux débouchés aux entreprises africaines. Le rapport insiste également sur le potentiel des chaînes de valeur régionales : les marchés africains en plein essor continueront d'être le principal facteur de croissance dans les années à venir. Les gouvernements doivent donc faciliter les conditions d'accès à cette source de richesses pour les entrepreneurs africains, en améliorant les réseaux routiers, en sécurisant l'approvisionnement énergétique et en libéralisant la circulation des biens et des personnes d'un pays à l'autre.



Cette édition des *Perspectives économiques en Afrique* est la première à couvrir les 54 pays du continent – ce dont nous nous réjouissons : la Somalie fait en effet l'objet d'une courte note pays. La réintégration de ce pays dans ce rapport témoigne de la puissance de la volonté politique, lorsqu'elle peut compter sur le soutien d'institutions africaines et internationales. C'est l'un des nombreux signes d'espoir que nous entrevoyons.

**Donald Kaberuka**

Président,  
Groupe de la Banque africaine  
de développement,  
Tunis

**Angel Gurría**

Secrétaire général,  
Organisation de coopération et  
de développement économiques,  
Paris

**Helen Clark**

Administrateur,  
Programme des Nations Unies  
pour le développement,  
New York



Extrait de :

## African Economic Outlook 2014

Global Value Chains and Africa's Industrialisation

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/aeo-2014-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

Banque africaine de développement/OCDE/Programme des Nations Unies pour le Développement (2014), « Éditorial », dans *African Economic Outlook 2014 : Global Value Chains and Africa's Industrialisation*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/aeo-2014-2-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).